



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
 Luxembourg

Luxembourg, le 9 août 2016

Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Education nationale au sujet de l'exécution du « Zukunftspak ».

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

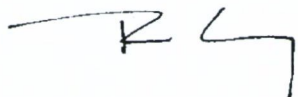
Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Education nationale :

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son ministère sur base du présent tableau en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015 :

(en milliers d'euros)

10/11 Ministère de l'Education nationale				2015			2016			2017			2018			2019
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Différence	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Différence	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Différence	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Différence	Prévisions 9/2015		
124	Adaptation de la participation au coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue sous forme d'aide directe aux entreprises		0	0	26 250	23 000	-3 250	27 531	23 000	-4 531	28 844	23 000	-5 844	23 000		

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.



Gilles Roth
 Député



Diane Adehm
 Députée

Réponse commune à la question parlementaire n°2243 de l'Honorable Députée Diane Adehm et de l'Honorable Député Gilles Roth du 22 juillet 2016 concernant l'exécution du paquet d'avenir et aux 23 questions parlementaires n°2283 à 2305 des mêmes auteurs du 9 août 2016

En réponse à la question parlementaire n°2243, la note de l'Inspection générale des finances datée au 15 septembre 2015, mise à jour avec les prévisions de juin 2016, se trouve en annexe.

Ceci répond également à la première partie des 23 questions parlementaires n°2283 à 2305.

En réponse à la deuxième partie des 23 questions parlementaires n°2283 à 2305 le détail des mesures en relation avec les comptes provisoires pour l'année 2015 se trouve également en annexe.

D'une manière générale, il convient de rappeler que selon les projections du Comité de Prévision au moment de l'entrée en fonctions du gouvernement, la dette publique brute allait atteindre, à politique inchangée, 29,2% du PIB à l'horizon 2016. C'est dans ce contexte et au regard de la perte anticipée des recettes de la TVA sur le commerce électronique que le gouvernement a décidé de mettre en œuvre le Paquet d'Avenir, avec l'objectif de maintenir la dette publique en tout moment en-dessous de 30% du PIB. Force est de constater que ce taux s'établit actuellement à 19,6%. Cette évolution positive est le résultat cumulé de la mise en œuvre du Paquet d'Avenir et de la reprise de la croissance.

Les chiffres relatifs à l'exécution du Paquet d'Avenir tiennent compte de l'évolution du contexte économique et social ainsi que des réformes mises au point depuis sa mise en œuvre. Pour ce qui concerne 2015, on peut noter une exécution des mesures au-delà des prévisions. Dans les nouvelles prévisions d'août 2016 on trouve le reflet par exemple de la suppression de l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire dans le cadre de la réforme fiscale, de la réforme des finances communales ou du maintien dans le domaine de l'Etat des logements de services aux fins de leur affectation à l'hébergement de réfugiés. Par ailleurs, la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures a été décalée dans le temps, dans l'intérêt notamment de la poursuite des discussions avec les partenaires sociaux. Le résultat escompté sera ainsi atteint en 2020.

Au-delà de l'analyse des mesures individuelles, on peut constater que l'élaboration et la mise en œuvre du Paquet d'Avenir ont engendré une prise de conscience et un infléchissement correspondant de la croissance des dépenses de l'Etat. Les projections jusqu'à 2020 soulignent l'impact structurel des mesures du Paquet d'Avenir sur les années à venir.

MINISTRE DES FINANCES

Luxembourg, le 22 août 2016

**INSPECTION
GENERALE DES FINANCES****Mise à jour de la Note du 15 septembre 2015**

à l'attention de Monsieur le Ministre des Finances

Réestimation de l'incidence financière des 258 mesures retenues dans le cadre du Paquet d'avenir et des mesures fiscales en matière de TVA et de l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire.

Dans le cadre du projet de loi de programmation financière pour la période 2015 à 2018 qui a été voté le 19 décembre 2015, l'incidence financière du total des mesures de restructuration budgétaire qui avaient été retenues par le Gouvernement, avaient été résumées comme suit :

(en millions d'euros)

Administration publique	2015	2016	2017	2018
Mesures concernant les recettes	+392,0	+540,0	+571,0	+597,7
Mesures concernant les dépenses	-168,9	-327,9	-405,5	-463,4
Total des mesures.....	+560,9	+867,9	+976,5	+1.061,1

Le détail de l'ensemble des 258 mesures avait été présenté en annexe au projet de loi de programmation financière pour la période 2015 à 2018.

(en millions d'euros)

Administration publique	2015	2016	2017	2018
258 mesures retenues :				
- Volet dépenses.....	168,9	327,9	405,5	463,4
- Volet recettes.....	22,8	41,3	46,2	46,2
- Total.....	191,7	369,2	451,7	509,6
Augmentation TVA	249,2	368,7	394,8	421,5
Contribution pour l'avenir des enfants.....	119,0	130,0	130,0	130,0
Total des mesures	560,9	867,9	976,5	1.061,1

Ces mesures ont été discutées dans le cadre des réunions bipartites qui ont eu lieu entre le Gouvernement et les syndicats au mois de novembre 2014. Ainsi qu'il résulte de l'accord du 28 novembre 2014, quelques mesures de réforme et/ou de consolidation ont été modifiées.

Ces modifications ainsi que les amendements qui en résultent pour le projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle ont été présentées en détail dans une dépêche du Président de la Chambre des Députés du 3 décembre 2014 à l'attention du Président du Conseil d'Etat.

Ainsi qu'il ressort de cette dépêche, l'incidence financière au total des mesures de restructuration budgétaire se présente désormais comme suit :

(en millions d'euros)

Administration publique	2015	2016	2017	2018
258 mesures retenues de la révision des dépenses	172,5	327,2	409,2	468,0
Augmentation TVA	250,2	368,7	394,8	421,5
Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire	80,0	100,0	109,0	119,0
Total des mesures	502,7	796,0	913,0	1.008,5

Dans le cadre des travaux budgétaires pour l'exercice 2016, l'incidence financière de ces mesures a été réestimée par rapport à la situation à politique inchangée.

Le tableau qui figure à la page 18 du projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle 2016 à 2019 résume globalement l'incidence financière de ces mesures :

(en millions)

Administration publique	2015	2016	2017	2018	2019
- Politique inchangée.....	-331	-316	-477	-355	-433
- Mesures de restructuration*.....	+383	+585	+723	+809	+842
- Trajectoire d'ajustement.....	+51	+269	+246	+454	+408

Note : *Mesures du paquet d'avenir et les mesures de la TVA et l'impôt d'équilibre budgétaire temporaire

Le détail des mesures de restructuration se présentait comme suit en octobre 2015:

(en millions d'euros)

Administration publique	2015	2016	2017	2018	2019
258 mesures retenues de la révision des dépenses	162	297	368	436	450
Augmentation TVA	141	188	250	263	277
Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire	80	100	105	110	115
Total des mesures	383	585	723	809	842

Le détail des mesures de restructuration se présente comme suit en août 2016:

(en millions d'euros)

Administration publique	2015 Compte	2016 Prév.	2017 Prév.	2018 Prév.	2019 Prév.	2020 Prév.
258 mesures retenues de la révision des dépenses	183	227	265	369	397	451
Augmentation TVA ¹	206	303	317	330	343	343
Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire	84	100	15	5	2	2
Total des mesures	473	630	597	704	742	796

* * *

¹ Estimations actuelles "cash" concernant l'impact budgétaire de la hausse des taux de TVA au 1er janvier 2015 (sans la mesure "logement", dont la période transitoire prendra fin seulement au 31.12.16)

A) Résumé des économies budgétaires par département ministériel

(en milliers d'euros)

N°	Mesures	2015		
		Prévisions 12/2014	Prévisions 6/2015	Réalisations
T1	Total 00/30 Ministère d'Etat	1 305	1 036	1 686
T2	Total 01/31 Ministère des Affaires Etrangères	1 616	1 616	1 538
T3	Total 01/31 Ministère de la Défense	-2 237	204	600
T4	Total 01/31 MAE Direction de la Coopération	0	21	21
T5	Total 02/32 Ministère de la Culture	3 760	2 610	2 610
T6	Total 03/33 Ministère de l'Ens. Sup. et de la Recherche	1 344	1 377	1 551
T7	Total 04/34 Ministère des Finances	13 559	11 194	11 219
T8	Total 05/35 Ministère de l'Economie	10 393	10 293	15 095
T9	Total 06/36 Ministère de la Sécurité Intérieure	2 028	1 117	965
T10	Total 07/37 Ministère de la Justice	961	734	984
T11	Total 08/38 Ministère de la Fonction publique	5 171	3 854	3 854
T12	Total 09/39 Ministère de l'Intérieur	22 954	47 975	43 749
T13	Total 10/11 Ministère de l'Education nationale	2 491	1 791	995
T14	Total 12/42 Ministère de la Famille	28 279	5 064	8 762
T15	Total 13/43 Ministère des Sports	89	83	83
T16	Total 14/44 Ministère de la Santé	1 638	1 203	26 347
T17	Total 15/45 Ministère du Logement	6 596	5 295	5 295
T18	Total 16/46 Ministère du Travail	5 732	312	390
T19	Total 17/18 Ministère de la Sécurité Sociale	6 755	6 755	10 044
T20	Total 19 Ministère de l'Agriculture	1 517	1 923	2 512
T21	Total 20/21 MDDI	12 670	11 220	6 653
T22	Total 22 MDDI - Environnement	275	275	249
T23	Total 23 MEGA	0	0	77
	Total Administration centrale	126 896	115 952	145 279
T24	Total Sécurité Sociale	45 632	45 632	37 436
	Total Administration publique	172 528	161 584	182 715

**B) Incidence financière des mesures de restructuration budgétaire sur les recettes et les dépenses de
l'Administration centrale**

(en milliers d'euros)

00/30 Ministère d'Etat		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
1	Suppression du Mémorial C et réduction des autres exemplaires imprimés	n.d.	n.d.	134
2	Gestion frais de route et de séjour à l'étranger	23	22	172
3	Gestion frais des évènements de la vie sociale publique	40	40	370
4	Ligne de conduite contentieux	16	16	0
5	Coût des ordres nationaux	12	12	0
6	Fusion comités directeurs	2	2	17
7	Frais d'élections et référendums	500	500	582
8	Subsides organisations profess. presse	10	10	0
9	Frais avis officiels	45	45	99
10	Réforme de la pige publicitaire	221	221	220
11	Commission protection données	130	130	0
12	Autorité luxbg.indépendante de l'audiovisuel : Recettes	48	38	92
13	Refixation dotation Radio 100,7	260	0	0
T1	Total 00/30 Ministère d'Etat	1 305	1 036	1 686

(en milliers d'euros)

01/31 Ministère des Affaires Etrangères		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
14	Réduction de l'assistance technique et économique (Dépense éligible à l'Aide publique au développement et donc compensée par une augmentation correspondante de la dotation et des dépenses des fonds de la coopération au développement)	700	700	779
15	Réduction des contributions en matière de contributions volontaires	125	125	153
16	Surtaxe sur les passeports d'urgence	151	151	81
17	Augmentation du prix des légalisations et des apostilles	294	294	269
18	Augmentation de la participation des agents dans le cadre de leur indemnité de poste et de logement	35	35	35
19	Augmentation des surfaces louées à des externes à l'Immeuble administratif à Bruxelles après la Présidence luxembourgeoise	0	0	0
20	Augmentation de la taxe de délivrance de titres de séjour	240	240	221
21	Total Administration publique	71	71	0
T2		1 616	1 616	1 538

(en milliers d'euros)

01/31 Ministère de la Défense		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
22	Non-remplacement des mises à la retraite du personnel WSA suite à la restructuration des Services Logistiques de l'Armée (nouveau Hall Logistique et programme de gestion des stocks)	556	556	732
23	Non-remplacement des mises à la retraite du personnel WSA au-delà de 2018 suite à l'étude de gestion de qualité réalisée en 2015/2016	-104	-102	-104
24	Economie du loyer du bâtiment de l'état-major suite à une re- ou localisation de celui-ci	-2 280		0
25	Remplacement du service de gardiennage externalisé du bâtiment de l'état-major à LUXEMBOURG par un service de garde assuré par des soldats	0	0	0
26	Diminution progressive des frais de formation des pilotes	-457	-298	-76
27	Allongement de la durée contractuelle	48	48	48
T3	Total 01/31 Ministère de la Défense	-2 237	204	600

(en milliers d'euros)

01/31 MAE Direction de la Coopération et de l'action humanitaire		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
28	ONGs luxembourgeoises: Diminution de 15 % à 12 % du plafond de frais éligibles au titre des frais administratifs par rapport au total des frais d'un projet, pour le calcul de la participation au titre des frais administratifs	0	0	0
29	Réduction des taux de cofinancement des projets ONG	0	0	0
30	Diminution du taux de cofinancement des accords-cadres ONG	0	0	0
31	Suppression des indemnités de poste allouées aux nouveaux agents de la coopération	0	21	21
T4	Total 01/31 MAE Direction de la Coopération et de l'action humanitaire	0	21	21

(en milliers d'euros)

02/32 Ministère de la Culture		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
32	Aménagement artistique	30	30	30
33	Redéfinition des missions assurées par l'ALAC pour compte du Ministère de la Culture	150	0	0
34	Révision de l'allocation par le Fonds pour les monuments historiques de subventions pour des travaux de restauration d'immeubles	1 000	1 000	1 000
35	Réorganisation des activités de protection et de mise en valeur du patrimoine archéologique et architectural réalisées par le Service des sites et monuments et le Centre national de recherche archéologique.	0	0	0
36	Analyse de l'intérêt d'un recentrage des activités dans le domaine de l'art contemporain ainsi que de l'existence de synergies éventuelles.	0	0	0
37	Réduction des frais de fonctionnement de certaines institutions culturelles en introduisant un modèle de gestion saisonnier pour certaines de leurs activités.	200	200	200
38	Remplacement du service de restauration par une cafétéria auprès du Musée national d'histoire naturelle	80	80	80
39	Régularisation du statut d'une partie du personnel du CNA	300	300	300
40	Réduction des frais à financer par le Fonds pour les monuments historiques suite à une redéfinition de ses projets prioritaires	1 000	1 000	1 000
41	Développement d'un nouveau concept de financement des fouilles d'urgence à réaliser par le Centre national de recherche archéologique en ayant recours à une contribution participative privée dans le secteur de l'aménagement du territoire	1 000	0	0
T5	Total 02/32 Ministère de la Culture	3 760	2 610	2 610

(en milliers d'euros)

03/33 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
42	Suppression du crédit pour la location: d'immeubles	0	33	33
43	Plafonnement des dépenses pour frais d'experts et d'études à 300,000 euros (c.e. 2014)	41	41	263
44	Création de l'Institut luxembourgeois de l'Histoire du Temps présent et réorganisation du Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe	0	0	0
45	Regroupement des actuels CRP (Lippmann, Tudor, Santé) et du CEPS dans une seule structure	0	0	0
46	Réduction progressive de la participation financière de l'Etat aux activités de fondations et autres organisations actives en matière d'enseignement supérieur	710	710	710
47	Rationalisation de la gestion administrative des aides financières pour études supérieures	82	82	0
48	Perception d'une taxe pour accréditation de formation	27	27	0
49	Perception d'une taxe pour inscription au registre des titres et homologation des diplômes	484	484	545
T6	Total 03/33 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	1 344	1 377	1 551

(en milliers d'euros)

04/34 Ministère des Finances		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
50	Suppression/vente d'immeubles ayant servi comme logements de service	0	0	0
51	Acquisition Cité Policière Findel (levée de l'option d'achat)	1 584	1 584	1 584
52	Parking payant généralisé dans la Fonction Publique	0	0	10
53	Frais bancaires à renégocier	5	5	5
54	Taxes pour frais administratifs	3 649	3 750	4 873
55	ACD / Révision du régime du double envoi postal des documents administratifs	118	118	216
56	ACD/ Renforcement en personnel du service de révision fiscale	1 735	347	1 373
57	Réforme de la mise à disposition du papier timbre aux notaires	60	60	90
58	Suppression de la participation au produit des amendes	30	30	30
59	AED / Réduction des frais pour envois postaux	41	0	0
60	AED / Renforcement en personnel pour le contrôle fiscal	5 000	5 000	2 000
61	Adaptation du tarif de certaines taxes : armes, pêche, chasse, etc.	300	300	0
62	Réorganisation des services régionaux du cadastre et intervention plus importante des géomètres officiels	0	0	0
63	Licences informatiques pour base de données	1 038		1 038
T7	Total 04/34 Ministère des Finances	13 559	11 194	11 219

(en milliers d'euros)

05/35 Ministère de l'Economie		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
64	Frais de gardiennage du site Eurohub-Sud	100	0	0
65	Frais de publicité	30	30	30
66	Cotisations internationales	n.d.	0	0
67	Aides aux entreprises	7 195	7 195	7 717
68	Mesures et interventions visant la création ou l'amélioration d'infrastructures industrielles	50	50	50
69	Renforcement de l'infrastructure de transport de gaz naturel	0	0	0
70	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques	2 100	2 100	5 723
71	Bases de données de renseignements économiques	n.d.	0	0
72	Dotation à la Chambre de Commerce	618	618	1 275
73	Réduction de la dotation à la Chambre des Métiers en vue d'une fusion avec la Chambre de Commerce	300	300	300
74	Energie renouvelable	n.d.	?	0
75	Simplifier la gestion des musées	n.d.	?	0
76	Gestion des sites internet	n.d.	0	0
77	Outsourcing services d'entretien	n.d.	0	0
78	Système informatique horaire mobile	n.d.	0	0
T8	Total 05/35 Ministère de l'Economie	10 393	10 293	15 095

(en milliers d'euros)

06/36 Ministère de la Sécurité Intérieure		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
79	Fusion des régions Capellen et Mersch en une seule	312	175	0
80	Regroupement des commissariats de proximité	290	187	0
81	Suppression du périmètre d'habitation et abandon des logements de service	480	210	450
82	Limitation à 1 an au lieu de 2 ans actuellement du casernement à l'école de police	13	7	0
83	Prise en charge de l'Etat aux frais d'alimentation des volontaires de police limitée à 1 an compte tenu de la limitation à 1 an au lieu de 2 ans actuellement du	106	53	75
84	10. Taxe "frais de police" en matière de police judiciaire.	242	0	0
85	11. Taxe "frais de police" en matière de police administrative - prestation de	100	0	0
86	13. Financement de véhicules blindés par la BCL	485	485	440
T9	Total 06/36 Ministère de la Sécurité Intérieure	2 028	1 117	965

(en milliers d'euros)

07/37 Ministère de la Justice		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
87	Réforme du stage judiciaire	665	665	793
88	Révision des modalités d'indemnisations de dommages subis	100	100	0
89	Réduction des frais d'envois postaux simples et recommandés	58	0	0
90	Révision de la convention de gestion de la fourrière nationale	n.d.	-132	0
91	Réduction des frais de bureau	2	0	0
92	Adaptation du crédit pour la formation du personnel	-8	-8	0
93	Révision des frais de route pour participer aux cours à l'INAP	8	8	24
94	Acquisition bracelets électroniques au lieu de la location	57	22	0
95	Révision du régime alimentaire des détenus	79	79	167
T10	Total 07/37 Ministère de la Justice	961	734	984

(en milliers d'euros)

08/38 Ministère de la Fonction publique et de la réforme administrative		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
96	Suppression de l'impression et de l'envoi postal avec accusé de réception de la convocation à l'examen-concours et des fascicules d'apprentissage	25	25	25
97	Simplification des publications de postes pour les examens-concours et pour les employés publics. *	300	300	300
98	Acquisition d'un stand pour la foire des étudiants (au lieu d'une location)	16	16	16
99	Dématérialisation des fiches de rémunération	163	0	0
100	Dématérialisation des dossiers traités dans le cadre d'affaires disciplinaires en ayant recours au "cloudcomputing".	n.d.	0	0
101	Recours au "blended learning", concept qui combine l'e-learning à un apprentissage classique	n.d.		0
102	Réorganisation des attributions de la Division Imprimés et Fournitures de bureau du CTIE	n.d.	0	0
103	Réduction des stocks gérés par le Centre des Technologies de l'Information de l'Etat (CTIE)	n.d.	0	0
104	Limitation du catalogue des fournitures de bureau géré par le CTIE et simplification de la procédure de commande	n.d.	0	0
105	Mise en commun du guichet citoyen et du guichet entreprise	n.d.	0	0
106	Abolition du trimestre de faveur	1 667	1 545	1 545
107	Adaptation de la dernière rémunération aux jours effectivement prestés au cours du dernier mois avant la démission	750	483	483
108	Adaptation du congé de récréation de l'année à la durée de travail effectivement prestée	2 250	1 485	1 485
109	Limitation du congé extraordinaire pour la célébration du mariage ou du partenariat à un maximum de deux fois 6 jours ouvrables	n.d.	n.d.	n.d.
T11	Total 08/38 Ministère de la Fonction publique et de la réforme administrative	5 171	3 854	3 854

(en milliers d'euros)

09/39 Ministère de l'Intérieur		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
110	Suppression de la prise en charge par l'Etat des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communale	14 791	14 791	14 791
111	Plafonnement de l'ICC reçu par habitant par chaque commune à 3x la moyenne nationale au profit du Fonds pour l'emploi et redistribution de l'excédent aux autres communes	8 000	8 000	3 936
112	FCDF: Non prise en compte de l'augmentation de la TVA au 1.1.2015 pour le calcul des dotations futures des communes et affectation d'une partie du produit de l'augmentation de la TVA au financement de l'établissement public chargé de la gestion des services de secours	0	25 022	25 022
113	Evaluation des subsides aux communes suivant critères harmonisés	0	0	0
114	Abolition des Commissariats de District	163	162	
115	Impôt spécial dans l'intérêt des services de secours	0	0	0
116	Augmentation des tarifs d'ambulance et encaissement par le futur établissement public	0	0	0
T12	Total 09/39 Ministère de l'Intérieur	22 954	47 975	43 749

(en milliers d'euros)

10/11 Ministère de l'Education nationale		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
117	Suppression des subventions aux chambres professionnelles	30	30	30
118	Modification de la tâche des enseignants	700	n.d	n.d
119	Perception d'un loyer pour la mise à disposition d'infrastructures	n.d.	--	--
120	Recettes: Perception d'une redevance pour les équivalences des diplômes	636	636	304
121	Réduction des normes de qualification dans le cadre de l'accueil socio-éducatif	1 125	1 125	661
122	augmentation de la participation financière des parents des mesures pour l'aide socio familiale en famille et la consultation pédagogique	n.d.	--	--
123	Fixation de modalités de calcul de la participation financière en cas d'accueil d'un enfant parent du 2ième ou 3ième degré	n.d.	--	--
124	Adaptation de la participation au coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue sous forme d'aide directe aux entreprises	0	0	0
T13	Total 10/11 Ministère de l'Education nationale	2 491	1 791	995

(en milliers d'euros)

12/42 Ministère de la Famille		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
125	1) Abolition de l'allocation d'éducation	12 409	3 491	3 903
126	2) Abolition de l'allocation de maternité	1 553	1 553	1 989
127	3) Réforme des allocations familiales	2 500		0
128	CNPF: Uniformisation des délais de prescription pour l'octroi de prestations familiales	3 000		0
129	CNPF: Définition du membre de famille pour le bénéfice des prestations familiales	3 000		0
130	CNPF / Réorganiser le financement des prestations familiales	n.d.		0
131	CNPF: Mise en place d'un département Recouvrement	700		2 850
132	FNS: Contrôle des prestations	5 052		0
133	FNS: Restitutions	0	0	0
134	FNS: RMG (valorisation activité professionnelle)	n.d.	n.d.	0
135	FNS: Pensions alimentaires (limitation montant)	65	20	20
136	FNS / Article 12.4.34.016 - RPGH	n.d.		0
137	FISF / Réduction des forfaits par lits accordés pour les nouvelles constructions (CIPA, Maisons de soins)	n.d.	n.d.	0
137bis	Projet de réforme du congé parental			0
T14	Total 12/42 Ministère de la Famille	28 279	5 064	8 762

(en milliers d'euros)

13/43 Ministère des Sports		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
138	Amélioration de la gestion des centres nationaux	0	0	0
139	Révision des tarifs d'hébergement de l'Institut National des Sports	11	11	11
140	Extension des formations aux métiers du sport	0	0	0
141	Suppression des frais de route pour les chargés de cours/entraîneurs du Sportlycée			
		16	16	16
142	Bases nautiques de Lultzhausen et de Liefrange: recettes supplémentaires pour les activités récréatives	5	0	0
143	Suppression de la gratuité des examens médico-sportifs obligatoires pour l'obtention d'une licence	0	0	0
144	Examens médico-sportifs des athlètes d'élite réalisés au CHL à Eich	0	0	0
145	Rigueur dans les critères pour l'attribution de congés spéciaux et loi commune pour tous les congés spéciaux	n.d.	n.d.	n.d.
146	Mode de financement alternatif moyennant le développement des activités accessoires de la Coque	10	10	10
147	Coque: pistes de réductions énergétiques	42	42	42
148	Patrimoine sportif: introduction de tarifs pour la mise à disposition d'objets du Musée des sports à des entreprises privées	1	0	0
149	Campagnes promotionnelles pour le sport-loisir et publication électronique du calendrier du sport-loisir	4	4	4
T15	Total 13/43 Ministère des Sports	89	83	83

(en milliers d'euros)

14/44 Ministère de la Santé		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
150	(301-307) Taxes dans le domaine de la sécurité alimentaire	320	0	0
151	Radioprotection: Perception de taxes en contrepartie d'autorisations émises	40	0	0
152	Radioprotection: Réduction des frais liés à la lecture de dosimètres	3	3	6
153	Diminution du nombre d'exams radiologiques (économies)	n.d.	n.d.	n.d.
154	réorganisation de certaines structures (économies)	n.d.	n.d.	n.d.
155	logement supervisé: révision du forfait journalier (économies)	n.d.	n.d.	n.d.
156	implication renforcée des Communes (économies)	n.d.	n.d.	n.d.
157	Vaccination contre le HPV (prise en charge): limitation des bénéficiaires et limitation de la prise en charge au vaccin le moins cher	170	170	0
158	Campagnes: Audiophonologie - prévention contre les méfaits de musique amplifiée	10	10	15
159	Campagnes: suppression testes gratuits détection streptocoque A	11	11	11
160	Gestion du parc automobile du Ministère et des services de la direction (économies)	10	10	1
161	Campagnes de sensibilisation: réduction des coûts (économies)	10	10	105
162	Prévention: perception de nouvelles taxes (recettes)	n.d.	n.d.	0
163	regroupement des services de la Direction de la Santé (économies)	n.d.	n.d.	n.d.
164	(323 - 331) Pharmacie: perception de nouvelles taxes liées à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament (recette)	664	664	1 226
165	résistance aux antibiotiques: encadrement de leur prescription (économies)	n.d.	n.d.	133
166	Agence européenne des médicaments: indemnité payée au Luxembourg	n.d.	n.d.	0
167	limitation du nombre de services hospitaliers (économies)	n.d.	n.d.	n.d.
168	transformation du nombre de lits aigus en lits "ambulatoires" (économies)	n.d.	n.d.	n.d.
169	Report dans le temps des dépenses de l'Etat à titre d'investissements immobiliers au profit des établissements hospitaliers	0	0	24 600
170	rééducation fonctionnelle gériatrique (économies)	n.d.	n.d.	n.d.
171	Projets Niedercorn et Esch: limitation aux mesures de sécurité (économies)	0	0	n.d.

172	changement du site de construction du service de réhabilitation psychiatrique juvénile prolongée (économies)	n.d.	0	n.d.
173	Centre thérapeutique d'Useldange (CTU) (économies)	n.d.	0	n.d.
174	Mutualisation des activités de laboratoires des établissements hospitaliers (économies)	n.d.	0	n.d.
175	participation financière des médecins agréés auprès des établissements hospitaliers (économies)	n.d.	n.d	n.d.
176	meilleure attribution des lits du CHNP (économies)	n.d.	n.d	n.d.
177	participation financière des patients en cas d'hospitalisation longue durée (économies)	n.d.	n.d	n.d.
178	Taxe sur la délivrance de l'autorisation d'exercer dans le domaine de la Santé		400	325
T16	Total 14/44 Ministère de la Santé		1 638	1 203
				26 347

(en milliers d'euros)

15/45 Ministère du Logement		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
179	Abrogation de l'aide d'épargne-logement généralisée	7	7	7
180	Introduction d'un plafond de revenu à la bonification d'intérêt	42	42	42
181	Baisse du plafond par m2 pour le subventionnement de projets de construction d'ensembles de logements	1 301		
182	Limitation des frais d'honoraires à 15% du coût total de réalisation	246	246	246
183	Utilisation d'une partie du subventionnement "Pacte logement" pour le financement des projets de construction d'ensembles de logements subventionnés	5 000	5 000	5 000
T17	Total 15/45 Ministère du Logement	6 596	5 295	5 295

(en milliers d'euros)

16/46 Ministère du Travail		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
184	Abolition de l'aide à la mobilité géographique	100	0	0
185	Indemnités de chômage - Ne plus renouveler les mesures temporaires	0		0
186	Chômage partiel - Ne plus renouveler les mesures temporaires	0		0
187	Chômage intempéries - Etendre la période de référence à 4 mois	0		0
188	Chômage intempéries - Limiter la période d'éligibilité pour l'octroi du chômage intempéries	0	0	0
189	Aide temporaire au réemploi - Il est proposé de réformer cette aide devant faire accepter un emploi moins bien rémunéré par un chômeur sans emploi	6 000	0	0
190	Abolition de l'aide à la création d'entreprise	0	0	0
191	Abolition de la préretraite solidarité	-1 000	0	0
192	Aide à l'embauche de chômeurs de longue durée - Ne rembourser que la part "employeur" des cotisations sociales et non pas les deux parts (employeur/salarié)	0	0	0
193	Réduction du remboursement aux employeurs des rémunérations des travailleurs participant à des cours de langue luxembourgeois	100	100	100
194	Participation de l'Etat dans les frais de fonctionnement de services conventionnés - transfert au Fonds pour l'emploi	10	10	10
195	Supprimer au fur et à mesure la subvention des syndicats	100	100	100
196	Supprimer le subside à la Chambre des salariés dans l'intérêt de l'organisation de cours de formation professionnelle et ouvrière	70	70	70
197	Remplacer certaines communications qui se font actuellement par lettre par un courrier électronique	80		0
198	Remplacer certaines communications qui se font actuellement par lettre recommandée aux demandeurs d'emploi par un courrier électronique	160		0
199	Réduction frais postaux et coûts enveloppes par nouveau type d'enveloppes permettant une impression centralisée	n.d.		0
200	Limiter les frais par des contrôles plus fréquents de l'utilisation de voitures de service	2	2	0

201	Abolir les trouées de sécurité effectuées par une société de surveillance le soir et le weekend	n.d.		0
202	Ne plus prendre en charge les nuités et le petit-déjeuner si les participants aux cours de l'Ecole Supérieure du Travail désirent dormir sur le lieu de la Formation	50	0	50
203	Limiter le remboursement aux employeurs des rémunérations des personnes qui participent à des cours de formation : délégués du personnel, délégués à la sécurité, délégués à l'égalité, travailleurs désignés, coordinateurs de sécurité	20	0	20
204	Réduire les frais d'organisation des cours de formation	20	20	20
205	Réduire le nombre de cours de fin de semaine et réduire le nombre de matières enseignées	10	0	10
206	Limiter le nombre de projets de recherche au stricte minimum	10	10	10
T18	Total 16/46 Ministère du Travail	5 732	312	390

17/18 Ministère de la Sécurité Sociale

(en milliers d'euros)

2015

N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalizations
207	Incidence sur la contribution de l'Etat des mesures de réduction des dépenses (Gel de la valeur monétaire, application plus restrictive par la Cellule d'évaluation et d'orientation des critères d'octroi des prestations)			10 044
T19	Total 17/18 Ministère de la Sécurité Sociale	6 755	6 755	10 044

(en milliers d'euros)

19 Ministère de l'Agriculture		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
208	Economies à travers le regroupement d'articles budgétaires	6	5	0
209	Economies à travers le regroupement de subventions	100	199	262
210	Révision des conventions de conseils	-28	81	81
211	Suppression de jetons de présence	n.d.	n.d.	n.d.
212	Révision du régime des aides d'Etat	124	123	177
213	Office national de remembrement	458	458	458
214	Révision des taxes pour analyses viticoles	0	0	0
215	Fonds de Solidarité Viticole - Révision du concept de promotion	278	277	335
216	Révision de différentes mesures et dépenses en faveur de l'agriculture	28	28	26
217	Réorganisation des bureaux régionaux de l'ASTA	116	0	0
218	Réorganisation des équipes d'ouvrier de l'ASTA	68	78	29
219	Réorganisation de la promotion pour les produits agricoles	78	-1	42
220	Réduction des frais de fonctionnement de l'ASTA	18	20	54
221	Suppression du service des constructions agricoles à l'ASTA	9	16	7
222	Réorganisation du garage et des ateliers de l'ASTA	4	4	0
223	Réforme des services de comptabilité agricole	0	377	900
224	Comptabilité agricole payante	0	0	0
225	Réorganisation du Service d'Economie Rurale et de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture	n.d.	n.d.	n.d.
226	Réforme de l'indemnisation dans le cadre de la police sanitaire	0	0	70
227	Prestations vétérinaires payantes	128	128	0
228	Réforme de la facturation des prestations vétérinaires	130	130	71
T20	Total 19 Ministère de l'Agriculture	1 517	1 923	2 512

(en milliers d'euros)

20/21 MDDI		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
229	Achat de courant consommé par les installations d'éclairage	0	0	0
230	Bâtiments de l'Etat, frais de chauffage	0	0	890
231	Acquisition de mobiliers	1 000	1 000	880
232	Publication des appels d'offres dans la presse écrite	1 000	1 000	0
233	Optimisation des projets de construction	1 400	1 400	1 400
234	Barème de la maîtrise d'œuvre (Plafonnement des honoraires sur base d'un devis initial du coût de construction)	400	400	0
235	Adaptations contractuelles - révision des prix	700	700	0
236	Optimisation de la gestion immobilière	200	200	0
237	Investissements indirects	n.d.	n.d.	0
238	Suppression des lignes RGTR à faible occupation	1 200	1 200	0
239	Augmentation du contrôle des billets à cause d'un taux de fraude actuel entre 11,4% et 14% ce qui entraînera une augmentation des recettes	320	320	158
240	Suppression de certaines lignes scolaires non conformes au PDSL	1 000	0	0
241	Alignement des vacances scolaires des différents établissements scolaires en vue d'une optimisation du transport scolaire	450	0	0
242	Suppression de la gratuité dans les transports publics	n.d.	n.d.	0
243	Convention RGTR avec les communes	n.d.	n.d.	0
244	Mise en place du transport complémentaire d'accessibilité pour personnes à besoins spécifiques CAPABS; réorganisation suite à la soumission de septembre 2014	5 000	5 000	3 325
T21	Total 20/21 MDDI	12 670	11 220	6 653

(en milliers d'euros)

22 MDDI - Environnement		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
245	Fonds pour la gestion de l'eau	0	0	0
246	Redevances à percevoir sur les analyses du laboratoire de l'Administration de la gestion de l'eau	0	0	0
247	Convention « Rombach-Martelage »	0	0	0
248	Hausse des taxes de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées	0	0	0
249	Recettes de franchise de la SuperDrecksKëscht	275	275	249
T22	Total 22 MDDI - Environnement	275	275	249

(en milliers d'euros)

23 MEGA		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
250	Evaluation interne des gestionnaires et des prestations	0	0	67
251	Evaluation externe des gestionnaires et des prestations	0	0	
252	Introduire des ratios personnel/usagers pour les gestionnaires	0	0	
253	Générer des recettes	0	0	10
254	Eliminer les problèmes de logement des Foyers pour Femmes	n.d.	0	
T23	Total 23 MEGA	0	0	77

**C) Incidence financière des mesures de restructuration budgétaires sur les recettes et les dépenses de la
Sécurité Sociale**

(en milliers d'euros)

Sécurité Sociale		2015		
N°	Mesures	Prévisions 12/2014	Prévisions 9/2015	Réalisations
255	Mesures dans le domaine de l'assurance maladie-maternité: Gel des tarifs et des lettres-clés des professions de santé; Réduction de tarifs et de lettres-clés des laboratoires; Introduction d'un abattement pour orthopédistes et autres; Renégociation du complément belge; Progression réduite de façon volontariste de l'enveloppe budgétaire globale du secteur hospitalier; Mutualisation de certaines activités hospitalières; Modernisation de la CNS et révision des frais administratifs; Tarification à l'activité en milieu hospitalier en remplacement de la budgétisation.	35 500	35 500	22 371 (1)
256	Mesures dans le domaine de l'assurance dépendance: Gel de la valeur monétaire; Application plus efficiente des critères d'octroi des prestations.	16 887	16 887	25 109 (2)
257	Incidence sur la contribution de l'Etat des mesures de réduction des dépenses (Gel de la valeur monétaire, application plus restrictive par la Cellule d'évaluation et d'orientation des critères d'octroi des prestations)	-6 755	-6 755	-10 044
258	Mesures dans le domaine de l'assurance accident: Alignement du montant de la rente d'attente; Adaptation du montant de l'indemnité pour préjudice physiologique et d'agrément; Abolition de l'indemnisation du dégât causé au véhicule automoteur.	0	0	0
T24	Total Sécurité Sociale	45 632	45 632	37 436

A) Résumé des économies budgétaires par département ministériel

(en milliers d'euros)

N°	Mesures	2016			2017			2018			2019			2020
		Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
T1	Total 00/30 Ministère d'Etat	1 183	826	-357	1 833	1 019	-814	2 012	1 645	-367	1 988	1 395	-593	1 145
T2	Total 01/31 Ministère des Affaires Etrangères	1 718	1 687	-31	1 857	1 827	-30	1 936	1 907	-29	1 936	1 907	-29	1 907
T3	Total 01/31 Ministère de la Défense	718	1 380	662	2 217	1 720	-497	2 802	2 877	75	2 381	2 455	74	2 814
T4	Total 01/31 MAE Direction de la Coopération	1 771	210	-1 561	3 404	2 543	-861	3 794	3 467	-327	3 852	3 838	-14	4 011
T5	Total 02/32 Ministère de la Culture	3 120	3 120	0	3 390	3 190	-200	3 440	3 190	-250	3 440	2 190	-1 250	2 290
T6	Total 03/33 Ministère de l'Ens. Sup. et de la Recherche	1 744	1 891	147	1 776	1 819	43	1 817	1 862	45	1 863	1 908	45	1 908
T7	Total 04/34 Ministère des Finances	33 428	16 373	-17 055	40 709	33 672	-7 037	40 814	34 818	-5 996	34 066	34 856	790	34 896
T8	Total 05/35 Ministère de l'Economie	10 795	12 854	2 059	10 315	4 029	-6 286	10 375	4 029	-6 346	10 375	4 029	-6 346	4 079
T9	Total 06/36 Ministère de la Sécurité Intérieure	1 111	624	-487	1 772	650	-1 122	1 919	676	-1 243	2 303	701	-1 602	726
T10	Total 07/37 Ministère de la Justice	1 020	-783	-1 803	1 398	1 052	-346	1 542	1 315	-227	1 653	1 524	-129	1 754
T11	Total 08/38 Ministère de la Fonction publique	6 754	6 504	-250	6 754	6 604	-150	6 879	6 729	-150	6 879	6 729	-150	6 729
T12	Total 09/39 Ministère de l'Intérieur	66 184	59 477	-6 707	39 154	20 303	-18 851	45 815	20 801	-25 014	45 201	20 801	-24 400	20 801
T13	Total 10/11 Ministère de l'Éducation nationale	24 820	1 820	-23 000	24 842	1 842	-23 000	24 874	27 874	3 000	24 903	32 903	8 000	37 903
T14	Total 12/42 Ministère de la Famille	35 209	41 180	5 971	62 113	46 664	-15 449	86 128	65 400	-20 728	106 013	79 190	-26 823	85 778
T15	Total 13/43 Ministère des Sports	232	232	0	342	342	0	347	347	0	347	347	0	347
T16	Total 14/44 Ministère de la Santé	3 378	1 711	-1 667	10 073	6 999	-3 074	8 713	11 264	2 551	1 713	-1 292	-3 005	13 379
T17	Total 15/45 Ministère du Logement	6 010	6 010	0	5 187	5 187	0	3 284	3 284	0	2 413	2 413	0	2 413
T18	Total 16/46 Ministère du Travail	6 582	432	-6 150	23 662	11 242	-12 420	29 932	23 802	-6 130	41 932	29 812	-12 120	41 812
T19	Total 17/18 Ministère de la Sécurité Sociale	8 779	8 750	-29	12 671	13 303	632	15 686	17 858	2 172	15 686	18 995	3 309	20 211
T20	Total 19 Ministère de l'Agriculture	4 465	3 743	-722	4 653	3 994	-659	4 960	4 134	-826	4 796	4 134	-662	4 104
T21	Total 20/21 MDDI	15 570	12 500	-3 070	22 770	20 450	-2 320	27 270	24 950	-2 320	24 370	22 050	-2 320	22 050
T22	Total 22 MDDI - Environnement	4 488	2 400	-2 088	5 303	3 387	-1 916	16 636	15 913	-723	16 236	15 513	-723	14 590
T23	Total 23 MEGA	147	143	-4	252	252	0	264	264	0	269	269	0	269
	Total Administration centrale	239 225	183 083	-56 143	286 447	192 090	-94 357	341 238	278 405	-62 833	354 614	286 666	-67 948	325 915
T24	Total Sécurité Sociale	58 169	43 582	-14 587	82 007	72 539	-9 468	95 529	90 216	-5 313	95 529	110 084	14 555	124 666
	Total Administration publique	297 394	226 665	-70 730	368 454	264 629	-103 825	436 767	368 621	-68 146	450 143	396 750	-53 393	450 581

B) Incidence financière des mesures de restructuration budgétaire sur les recettes et les dépenses de l'Administration centrale

(en milliers d'euros)

00/30 Ministère d'Etat		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015
1	Suppression du Mémorial C et réduction des autres exemplaires imprimés	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
2	Gestion frais de route et de séjour à l'étranger	392	392	0	434	391	-43	477	381	-96	477	381	-96	381
3	Gestion frais des événements de la vie sociale publique	141	/		84	/		62	/		38	/		/
4	Ligne de conduite contentieux	32	0	-32	50	0	-50	68	0	-68	68	0	-68	0
5	Coût des ordres nationaux	24	0	-24	36	66	30	50	79	29	50	79	29	79
6	Fusion comités directeurs	5	/		7	/		10	/		10	/		/
7	Frais d'élections et référendums	0	0	0	500	0	-500	500	500	0	500	250	-250	0
8	Subsides organisations profess. presse	20	0	-20	20	0	-20	20	0	-20	20	0	-20	0
9	Frais avis officiels	137	137	0	230	230	0	322	322	0	322	322	0	322
10	Réforme de la pige publicitaire	249	249	0	284	284	0	315	315	0	315	315	0	315
11	Commission protection données	135	0	-135	140	0	-140	140	0	-140	140	0	-140	0
12	Autorité luxbg indépendante de l'audiovisuel - Recettes	48	48	0	48	48	0	48	48	0	48	48	0	48
13	Refixation dotation Radio 100,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
T1	Total 00/30 Ministère d'Etat	1 183	826	-357	1 833	1 019	-814	2 012	1 645	-367	1 988	1 395	-593	1 145

A noter: les mesures 3 (depuis 2016 chaque département dispose d'un propre crédit pour frais de route) et 6 (depuis le 1ier juillet 2016 les 2 comités directeurs sont supprimés) ne font plus partie du budget du Ministère d'Etat

(en milliers d'euros)

01/31 Ministère des Affaires Etrangères		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
14	Réduction de l'assistance technique et économique (Dépense éligible à l'Aide publique au développement et donc compensée par une augmentation correspondante de la dotation et des dépenses des fonds de la coopération au développement)	700	733	33	700	733	33	700	733	33	700	733	33	733
15	Réduction des contributions en matière de contributions volontaires	185	185	0	295	295	0	405	405	0	405	405	0	405
16	Surtaxe sur les passeports d'urgence	160	160	0	190	190	0	160	160	0	160	160	0	160
17	Augmentation du prix des legalisations et des apostilles	294	294	0	294	294	0	294	294	0	294	294	0	294
18	Augmentation de la participation des agents dans le cadre de leur indemnité de poste et de logement	35	35	0	35	35	0	35	35	0	35	35	0	35
19	Augmentation des surfaces louées à des externes à l'immeuble administratif à Bruxelles après la Présidence luxembourgeoise	33	0	-33	33	0	-33	33	0	-33	33	0	-33	0
20	Augmentation de la taxe de délivrance de titres de séjour	240	280	40	240	280	40	240	280	40	240	280	40	280
21	Total Administration publique	71	0	-71	70	0	-70	69	0	-69	69	0	-69	0
T2		1 718	1 687	-31	1 857	1 827	-30	1 936	1 907	-29	1 936	1 907	-29	1 907

(en milliers d'euros)

01/31 Ministère de la Défense		2016			2017			2018			2019			2020
		Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
22	Non-remplacement des mises à la retraite du personnel WSA suite à la restructuration des Services Logistiques de l'Armée. (nouveau Hall Logistique et programme de gestion des stocks)	1 009	1 352	343	1 202	1 380	178	1 396	1 469	73	1 473	1 545	72	1 904
23	Non-remplacement des mises à la retraite du personnel WSA au-delà de 2018 suite à l'étude de gestion de qualité réalisée en 2015/2016	-102	-102	0	16	16	0	16	16	0	16	16	0	16
24	Economie du loyer du bâtiment de l'état-major suite à une re- ou colocalisation de celui-ci	-250	0	250	637	0	-637	637	637	0	637	637	0	637
25	Remplacement du service de gardiennage externalisé du bâtiment de l'état-major à LUXEMBOURG par un service de garde assuré par des soldats	0	0	0	93	0	-93	93	95	2	93	95	2	95
26	Diminution progressive des frais de formation des pilotes	13	82	69	221	276	55	612	612	0	114	114	0	114
27	Allongement de la durée contractuelle	48	48	0	48	48	0	48	48	0	48	48	0	48
T3	Total 01/31 Ministère de la Défense	718	1 380	662	2 217	1 720	-497	2 802	2 877	75	2 381	2 455	74	2 814

(en milliers d'euros)

01/31 MAE Direction de la Coopération et de l'action humanitaire		2016			2017			2018			2019			2020
		Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
N°	Mesures													
28	ONGs luxembourgeoises: Diminution de 15 % à 12 % du plafond de frais éligibles au titre des frais administratifs par rapport au total des frais d'un projet, pour le calcul de la participation au titre des frais administratifs	0	0	0	710	0	-710	720	700	-20	720	710	-10	720
29	Réduction des taux de cofinancement des projets ONG	1 660	0	-1 660	1 776	1 660	-116	1 842	1 776	-66	1 842	1 842	0	1 897
30	Diminution du taux de cofinancement des accords-cadres ONG	0	0	0	781	673	-108	1 076	781	-295	1 076	1 076	0	1 184
31	Suppression des indemnités de poste allouées aux nouveaux agents de la coopération	111	210	99	137	210	73	156	210	54	214	210	-4	210
T4	Total 01/31 MAE Direction de la Coopération et de l'action humanitaire	1 771	210	-1 561	3 404	2 543	-861	3 794	3 467	-327	3 852	3 838	-14	4 011

(*) Puisque le 1% du RNB pour l'APD est maintenu les économies seront réaffectées sur les dépenses programme du FCD

(en milliers d'euros)

02/32 Ministère de la Culture		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
32	Aménagement artistique	30	30	0	200	100	-100	250	100	-150	250	100	-150	100
33	Redéfinition des missions assurées par l'ALAC pour compte du Ministère de la Culture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
34	Révision de l'allocation par le Fonds pour les monuments historiques de subventions pour des travaux de restauration d'immeubles	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	1 500
35	Réorganisation des activités de protection et de mise en valeur du patrimoine archéologique et architectural réalisées par le Service des sites et monuments et le Centre national de recherche archéologique.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36	Analyse de l'intérêt d'un recentrage des activités dans le domaine de l'art contemporain ainsi que de l'existence de synergies éventuelles.	200	200	0	300	200	-100	300	200	-100	300	200	-100	300
37	Réduction des frais de fonctionnement de certaines institutions culturelles en introduisant un modèle de gestion saisonnier pour certaines de leurs activités.	50	50	0	50	50	0	50	50	0	50	50	0	50
38	Remplacement du service de restauration par une cafétéria auprès du Musée national d'histoire naturelle	40	40	0	40	40	0	40	40	0	40	40	0	40
39	Régularisation du statut d'une partie du personnel du CNA	300	300	0	300	300	0	300	300	0	300	300	0	300
40	Réduction des frais à financer par le Fonds pour les monuments historiques suite à une redéfinition de ses projets prioritaires	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000	0	-1 000	0
41	Développement d'un nouveau concept de financement des fouilles d'urgence à réaliser par le Centre national de recherche archéologique en ayant recours à une contribution participative privée dans le secteur de l'aménagement du territoire	n.d.			n.d.			n.d.			n.d.			
T5	Total 02/32 Ministère de la Culture	3 120	3 120	0	3 390	3 190	-200	3 440	3 190	-250	3 440	2 190	-1 250	2 290

(en milliers d'euros)

03/33 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche		2016			2017			2018			2019			2020
		Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
42	Suppression du crédit pour la location: d'immeubles	33	33	0	33	33	0	33	33	0	33	33	0	33
43	Plafonnement des dépenses pour frais d'experts et d'études à 300,000 euros (c.e. 2014)	58	60	2	76	76	0	94	94	0	112	112	0	112
44	Création de l'Institut luxembourgeois de l'Histoire du Temps présent et réorganisation du Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe	50	50	0	50	50	0	65	65	0	80	80	0	80
45	Regroupement des actuels CRP (Lippmann, Tudor, Santé) et du CEPS dans une seule structure	0	0	0	0	0	0	?			?			
46	Réduction progressive de la participation financière de l'Etat aux activités de fondations et autres organisations actives en matière d'enseignement supérieur	1 010	1 224	214	1 024	1 224	200	1 032	1 234	202	1 045	1 247	202	1 247
47	Rationalisation de la gestion administrative des aides financières pour études supérieures	82	0	-82	82	0	-82	82	0	-82	82	0	-82	0
48	Perception d'une taxe pour accréditation de formation	27	24	-3	27	36	9	27	36	9	27	36	9	36
49	Perception d'une taxe pour inscription au registre des titres et homologation des diplômes	484	500	16	484	400	-84	484	400	-84	484	400	-84	400
T6	Total 03/33 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	1 744	1 891	147	1 776	1 819	43	1 817	1 862	45	1 863	1 908	45	1 908

(en milliers d'euros)

04/34 Ministère des Finances		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
50	Suppression/vente d'immeubles ayant servi comme logements de service	7 000	0	-7 000	7 000	1 000	-6 000	7 000	0	-7 000	0	0	0	0
51	Acquisition Cité Policière Findel (levée de l'option d'achat)	6 337	6 337	0	6 337	6 337	0	6 337	6 337	0	6 337	6 337	0	6 337
52	Parking payant généralisé dans la Fonction Publique	2 000	17	-1 983	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	2 000
53	Frais bancaires à renégocier	10	17	7	17	23	6	23	28	5	23	28	5	28
54	Taxes pour frais administratifs	3 750	3 500	-250	3 750	3 750	0	3 750	3 750	0	4 000	3 750	-250	3 750
55	ACD / Révision du régime du double envoi postal des documents administratifs	629	200	-429	620	458	-162	618	500	-118	620	538	-82	578
56	ACD/ Renforcement en personnel du service de révision fiscale	1 735	2 790	1 055	3 625	3 500	-125	3 553	5 500	1 947	3 553	5 500	1 947	5 500
57	Réforme de la mise à disposition du papier timbre aux notaires	60	90	30	60	90	30	60	90	30	60	90	30	90
58	Suppression de la participation au produit des amendes	1 422	1 422	0	1 475	1 475	0	1 519	1 519	0	1 519	1 519	0	1 519
59	AED / Réduction des frais pour envois postaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
60	AED / Renforcement en personnel pour le contrôle fiscal	10 000	2 000	-8 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	15 000
61	Adaptation du tarif de certaines taxes : armes, pêche, chasse, etc.	300	0	-300	300	0	-300	300	0	-300	300	0	-300	0
62	Réorganisation des services régionaux du cadastre et intervention plus importante des géomètres officiels	185	0	-185	525	39	-486	654	94	-560	654	94	-560	94
63	Licences informatiques pour base de données			0			0			0			0	
T7	Total 04/34 Ministère des Finances	33 428	16 373	-17 055	40 709	33 672	-7 037	40 814	34 818	-5 996	34 066	34 856	790	34 896

(en milliers d'euros)

05/35 Ministère de l'Economie		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
64	Frais de gardiennage du site Eurohub-Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Frais de publicité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Cotisations internationales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Aides aux entreprises	7 965	8 775	810	7 435	?		7 495	?		7 495	?		?
68	Mesures et interventions visant la création ou l'amélioration d'infrastructures industrielles	50	50	0	50	0	-50	50	0	-50	50	0	50	25
69	Renforcement de l'infrastructure de transport de gaz naturel	0	150	150	50	150	100	50	150	100	50	150	100	175
70	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques	1 500	2 100	600	1 500	2 100	600	1 500	2 100	600	1 500	2 100	600	2 100
71	Bases de données de renseignements économiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
72	Dotation à la Chambre de Commerce	1 080	1 579	499	1 080	1 579	499	1 080	1 579	499	1 080	1 579	499	1 579
73	Réduction de la dotation à la Chambre des Métiers en vue d'une fusion avec la Chambre de Commerce	200	200	0	200	200	0	200	200	0	200	200	0	200
74	Energie renouvelable	?	0		?	0		?	0		?	0		0
75	Simplifier la gestion des musées	?	0		?	0		?	0		?	0		0
76	Gestion des sites internet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Outsourcing services d'entretien	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Système informatique horaire mobile	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
T8	Total 05/35 Ministère de l'Economie	10 795	12 854	2 059	10 315	4 029	-6 286	10 375	4 029	-6 346	10 375	4 029	-6 346	4 079

(en milliers d'euros)

06/36 Ministère de la Sécurité Intérieure		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
79	Fusion des régions Capellen et Mersch en une seule	184	audit		491	audit		551	audit		707	audit		audit
80	Regroupement des commissariats de proximité	203	audit		531	audit		592	audit		795	audit		audit
81	Suppression du périmètre d'habitation et abandon des logements de service	502	502	0	525	525	0	548	548	0	571	571	0	594
82	Limitation à 1 an au lieu de 2 ans actuellement du casernement à l'école de police	13	13	0	14	14	0	14	14	0	14	14	0	14
83	Prise en charge de l'Etat aux frais d'alimentation des volontaires de police limitée à 1 an compte tenu de la limitation à 1 an au lieu de 2 ans actuellement du	109	109	0	111	111	0	114	114	0	116	116	0	118
84	10. Taxe "frais de police" en matière de police judiciaire.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
85	11. Taxe "frais de police" en matière de police administrative - prestation de	100	0	-100	100	0	-100	100	0	-100	100	0	-100	0
86	13. Financement de véhicules blindés par la BCL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
T9	Total 06/36 Ministère de la Sécurité Intérieure	1 111	624	-487	1 772	650	-1 122	1 919	676	-1 243	2 303	701	-1 602	726

(en milliers d'euros)

07/37 Ministère de la Justice		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
87	Réforme du stage judiciaire	675	742	67	675	800	125	675	800	125	675	800	125	800
88	Révision des modalités d'indemnisations de dommages subis	0	-1 800	-1 800	100	100	0	100	100	0	100	100	0	100
89	Réduction des frais d'envois postaux simples et recommandés	60	17	-43	118	-334	-452	118	-271	-389	118	-209	-327	-145
90	Révision de la convention de gestion de la fourrière nationale	-45	-45	0	-25	-17	8	0	75	75	25	110	85	155
91	Réduction des frais de bureau	9	-18	-27	35	2	-33	59	21	-38	83	39	-44	56
92	Adaptation du crédit pour la formation du personnel	5	-5	0	-2	-12	-10	1	-10	-11	3	6	-9	3
93	Révision des frais de route pour participer aux cours à l'INAP	11	15	4	15	20	5	20	24	4	23	28	5	32
94	Acquisition bracelets électroniques au lieu de la location	175	191	16	272	260	-12	288	275	-13	305	293	-12	319
95	Révision du régime alimentaire des détenus	140	120	-20	210	233	23	281	301	20	321	369	48	440
T10	Total 07/37 Ministère de la Justice	1 020	-783	-1 803	1 398	1 052	-346	1 542	1 315	-227	1 653	1 524	-129	1 754

no 8

(en milliers d'euros)

08/38 Ministère de la Fonction publique et de la réforme administrative														
N°	Mesures	2016			2017			2018			2019			2020
		Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
96	Suppression de l'impression et de l'envoi postal avec accusé de réception de la convocation à l'examen-concours et des fascicules d'apprentissage	25	25	0	25	25	0	25	25	0	25	25	0	25
97	Simplification des publications de postes pour les examens-concours et pour les employés publics. *	300	300	0	300	300	0	300	300	0	300	300	0	300
98	Acquisition d'un stand pour la foire des étudiants (au lieu d'une location)	16	16	0	16	16	0	16	16	0	16	16	0	16
99	Dématérialisation des fiches de rémunération	0	0	0	100	100	0	225	225	0	225	225	0	225
100	Dématérialisation des dossiers traités dans le cadre d'affaires disciplinaires en ayant recours au "cloudcomputing".	100	0	-100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101	Recours au "blended learning", concept qui combine l'e-learning à un apprentissage classique		0	0		0	0		0	0		0	0	0
102	Réorganisation des attributions de la Division Imprimés et Fournitures de bureau du CTIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
103	Réduction des stocks gérés par le Centre des Technologies de l'Information de l'Etat (CTIE)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
104	Limitation du catalogue des fournitures de bureau géré par le CTIE et simplification de la procédure de commande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
105	Mise en commun du guichet citoyen et du guichet entreprise	300	150	-150	300	150	-150	300	150	-150	300	150	-150	150
106	Abolition du trimestre de faveur	2 317	2 317	0	2 317	2 317	0	2 317	2 317	0	2 317	2 317	0	2 317
107	Adaptation de la dernière rémunération aux jours effectivement prestés au cours du dernier mois avant la démission	725	725	0	725	725	0	725	725	0	725	725	0	725
108	Adaptation du congé de récréation de l'année à la durée de travail effectivement prestée	2 971	2 971	0	2 971	2 971	0	2 971	2 971	0	2 971	2 971	0	2 971
109	Limitation du congé extraordinaire pour la célébration du mariage ou du partenariat à un maximum de deux fois 6 jours ouvrables	n.d.			n.d.			n.d.			n.d.			
T11	Total 08/38 Ministère de la Fonction publique et de la réforme administrative	6 754	6 504	-250	6 754	6 604	-150	6 879	6 729	-150	6 879	6 729	-150	6 729

(en milliers d'euros)

09/39 Ministère de l'Intérieur		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
110	Suppression de la prise en charge par l'Etat des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communale	15 537	15 537	0	16 016	16 016	0	16 514	16 514	0	16 514	16 514	0	16 514
111	Piaffonnement de l'ICC reçu par habitant par chaque commune à 3x la moyenne nationale au profit du Fonds pour l'emploi et redistribution de l'excédent aux autres communes	8 000	5 500	-2 500	8 000	0	-8 000	8 000	0	-8 000	8 000	0	-8 000	0
112	FCDF: Non prise en compte de l'augmentation de la TVA au 1.1.2015 pour le calcul des dotations futures des communes et affectation d'une partie du produit de l'augmentation de la TVA au financement de l'établissement public chargé de la gestion des services de secours	36 875	36 875	0	10 851		-10 851	17 014		-17 014	16 400		-16 400	
113	Evaluation des subsides aux communes suivant critères harmonisés	n.d.			n.d.			n.d.			n.d.			
114	Abolition des Commissariats de District	162	162	0	162	162	0	162	162	0	162	162	0	162
115	Impôt spécial dans l'intérêt des services de secours	5 610	1 403	-4 208	2 805	2 805	0	2 805	2 805	0	2 805	2 805	0	2 805
116	Augmentation des tarifs d'ambulance et encaissement par le futur établissement public	0	0	0	1 320	1 320	0	1 320	1 320	0	1 320	1 320	0	1 320
T12	Total 09/39 Ministère de l'Intérieur	66 184	59 477	-6 707	39 154	20 303	-18 851	45 815	20 801	-25 014	45 201	20 801	-24 400	20 801

(en milliers d'euros)

10/11 Ministère de l'Education nationale				2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016		
117	Suppression des subventions aux chambres professionnelles	31	31	0	31	31	0	32	32	0	32	32	0	32		
118	Modification de la tâche des enseignants	n.d	n.d		n.d	n.d		n.d	n.d		n.d	n.d		n.d		
119	Perception d'un loyer pour la mise à disposition d'infrastructures	--	--		--	--		--	--		--	--		--		
120	Recettes: Perception d'une redevance pour les équivalences des diplômes	636	636	0	636	636	0	636	636	0	636	636	0	636		
121	Réduction des normes de qualification dans le cadre de l'accueil socio-éducatif	1 153	1 153	0	1 175	1 175	0	1 206	1 206	0	1 235	1 235	0	1 235		
122	augmentation de la participation financière des parents des mesures pour l'aide socio familiale en famille et la consultation pédagogique	--	--		--	--		--	--		--	--		--		
123	Fixation de modalités de calcul de la participation financière en cas d'accueil d'un enfant parent du 2ième ou 3ième degré	--	--		--	--		--	--		--	--		--		
124	Adaptation de la participation au coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue sous forme d'aide directe aux entreprises	23 000	0	-23 000	23 000	0	-23 000	23 000	26 000	3 000	23 000	31 000	8 000	36 000		
T13	Total 10/11 Ministère de l'Education nationale	24 820	1 820	-23 000	24 842	1 842	-23 000	24 874	27 874	3 000	24 903	32 903	8 000	37 903		

(en milliers d'euros)

12/42 Ministère de la Famille		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015
125	1) Abolition de l'allocation d'éducation	13 251	27 900	14 649	26 673	46 600	19 927	41 318	57 800	16 482	52 000	65 200	13 200	67 600
126	2) Abolition de l'allocation de maternité	3 740	3 740	0	3 740	3 740	0	3 755	3 755	0	3 755	3 755	0	3 755
127	3) Réforme des allocations familiales	10 196	10 196	0	19 068	19 068	0	27 888	27 888	0	36 730	36 730	0	43 977
128	CNPF: Uniformisation des délais de prescription pour l'octroi de prestations familiales	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	3 000
129	CNPF: Définition du membre de famille pour le bénéfice des prestations familiales	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	3 000
130	CNPF / Réorganiser le financement des prestations familiales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
131	CNPF: Mise en place d'un département Recouvrement	1 000	1 000	0	1 300	1 300	0	1 700	1 700	0	2 000	2 000	0	2 000
132	FNS: Contrôle des prestations	1 000	2 000	1 000	5 308	5 000	-308	5 441	5 125	-316	5 500	5 577	77	5 716
133	FNS: Restitutions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
134	FNS: RMG (valorisation activité professionnelle)	n.d.			n.d.			n.d.			n.d.			
135	FNS: Pensions alimentaires (limitation montant)	22	22	0	24	24	0	26	26	0	28	28	0	30
136	FNS / Article 12.4.34.016 - RPGH	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
137	FISF / Réduction des forfaits par lits accordés pour les nouvelles constructions (CIPA, Maisons de soins)	n.d.			n.d.			n.d.			n.d.			
17bis	Projet de réforme du congé parental	n.d.	-9 678		n.d.	-35 068		n.d.	-36 894		n.d.	-40 100		-43 300
T14	Total 12/42 Ministère de la Famille	36 209	41 180	5 971	62 113	46 664	-15 449	86 128	65 400	-20 728	106 013	79 190	-26 823	85 778

(en milliers d'euros)

13/43 Ministère des Sports		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
138	Amélioration de la gestion des centres nationaux	25	25	0	25	25	0	25	25	0	25	25	0	25
139	Révision des tarifs d'hébergement de l'Institut National des Sports	11	11	0	11	11	0	11	11	0	11	11	0	11
140	Extension des formations aux métiers du sport	5	5	0	10	10	0	10	10	0	10	10	0	10
141	Suppression des frais de route pour les chargés de cours/entraîneurs du Sportlycée	16	16	0	16	16	0	16	16	0	16	16	0	16
142	Bases nautiques de Lultzhausen et de Liefrange: recettes supplémentaires pour les activités récréatives	3	3	0	3	3	0	3	3	0	3	3	0	3
143	Suppression de la gratuité des examens médico-sportifs obligatoires pour l'obtention d'une licence	100	100	0	200	200	0	200	200	0	200	200	0	200
144	Examens médico-sportifs des athlètes d'élite réalisés au CHL à Eich	10	10	0	10	10	0	10	10	0	10	10	0	10
145	Rigueur dans les critères pour l'attribution de congés spéciaux et loi commune pour tous les congés spéciaux	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
146	Mode de financement alternatif moyennant le développement des activités accessoires de la Coque	15	15	0	20	20	0	25	25	0	25	25	0	25
147	Coque: pistes de réductions énergétiques	42	42	0	42	42	0	42	42	0	42	42	0	42
148	Patrimoine sportif: introduction de tarifs pour la mise à disposition d'objets du Musée des sports à des entreprises privées	1	1	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	1
149	Campagnes promotionnelles pour le sport-loisir et publication électronique du calendrier du sport-loisir	4	4	0	4	4	0	4	4	0	4	4	0	4
T15	Total 13/43 Ministère des Sports	232	232	0	342	342	0	347	347	0	347	347	0	347

(en milliers d'euros)

14/44 Ministère de la Santé		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
150	(301-307) Taxes dans le domaine de la sécurité alimentaire	320	n.d.		320	320	0	320	320	0	320	320	0	320
151	Radioprotection: Perception de taxes en contrepartie d'autorisations émises	0	0	0	0	0	0	40	40	0	40	40	0	40
152	Radioprotection: Réduction des frais liés à la lecture de dosimètres	3	3	0	3	3	0	3	3	0	3	3	0	3
153	Diminution du nombre d'exams radiologiques (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
154	réorganisation de certaines structures (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
155	logement supervisé: révision du forfait journalier (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
156	implication renforcée des Communes (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
157	Vaccination contre le HPV (prise en charge): limitation des bénéficiaires et limitation de la prise en charge au vaccin le moins cher	220	220	0	220	220	0	220	220	0	220	220	0	220
158	Campagnes: Audiophonologie - prévention contre les méfaits de musique amplifiée	10	10	0	10	10	0	10	10	0	10	10	0	10
159	Campagnes: suppression testes gratuits détection streptocoque A	11	11	0	11	11	0	11	11	0	11	11	0	11
160	Gestion du parc automobile du Ministère et des services de la direction (économies)	10	10	0	10	10	0	10	10	0	10	10	0	10
161	Campagnes de sensibilisation: réduction des coûts (économies)	10	n.d.		10	n.d.		10	n.d.		10	n.d.		n.d.
162	Prévention: perception de nouvelles taxes (recettes)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
163	regroupement des services de la Direction de la Santé (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
164	(323 - 331) Pharmacie: perception de nouvelles taxes liées à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament (recette)	664	558	-106	664	n.d.		664	n.d.		664	n.d.		n.d.
165	résistance aux antibiotiques: encadrement de leur prescription (économies)	100	100	0	100	100	0	100	100	0	100	100	0	100
166	Agence européenne des médicaments: indemnité payée au Luxembourg	n.d.	474		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
167	limitation du nombre de services hospitaliers (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
168	transformation du nombre de lits aigus en lits "ambulatoires" (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
169	Report dans le temps des dépenses de l'Etat à titre d'investissements immobiliers au profit des établissements hospitaliers	0	0	0	6 000	6 000	0	7 000	10 225	3 225	0	-2 331	-2 331	12 340
170	rééducation fonctionnelle gériatrique (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
171	Projets Niedercorn et Esch: limitation aux mesures de sécurité (économies)	1 705	n.d.		2 400	n.d.		0	n.d.		0	n.d.		n.d.
172	changement du site de construction du service de réhabilitation psychiatrique juvénile prolongée (économies)	0	n.d.		0	n.d.		0	n.d.		0	n.d.		n.d.
173	Centre thérapeutique d'Useldange (CTU) (économies)	0	n.d.		0	n.d.		0	n.d.		0	n.d.		n.d.
174	Mutualisation des activités de laboratoires des établissements hospitaliers (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
175	participation financière des médecins agréés auprès des établissements hospitaliers (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
176	meilleure attribution des lits du CHNP (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
177	participation financière des patients en cas d'hospitalisation longue durée (économies)	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
178	Taxe sur la délivrance de l'autorisation d'exercer dans le domaine de la Santé	325	325	0	325	325	0	325	325	0	325	325	0	325
T16	Total 14/44 Ministère de la Santé	3 378	1 711	-1 667	10 073	6 999	-3 074	8 713	11 264	2 551	1 713	-1 292	-3 005	13 379

(en milliers d'euros)

15/45 Ministère du Logement		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
179	Abrogation de l'aide d'épargne-logement généralisée	3	3	0	3	3	0	3	3	0	3	3	0	3
180	Introduction d'un plafond de revenu à la bonification d'intérêt	84	84	0	126	126	0	168	168	0	175	175	0	175
181	Baisse du plafond par m2 pour le subventionnement de projets de construction d'ensembles de logements		0	0		0	0		0	0		0	0	0
182	Limitation des frais d'honoraires à 15% du coût total de réalisation	552	552	0	537	537	0	535	535	0	535	535	0	535
183	Utilisation d'une partie du subventionnement "Pacte logement" pour le financement des projets de construction d'ensembles de logements subventionnés	5 371	5 371	0	4 521	4 521	0	2 578	2 578	0	1 700	1 700	0	1 700
T17	Total 15/45 Ministère du Logement	6 010	6 010	0	5 187	5 187	0	3 284	3 284	0	2 413	2 413	0	2 413

(en milliers d'euros)

16/46 Ministère du Travail		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
184	Abolition de l'aide à la mobilité géographique	100	0	-100	200	100	-100	200	200	0	200	200	0	200
185	Indemnités de chômage - Ne plus renouveler les mesures temporaires		0	0		0	0		0	0		0	0	0
186	Chômage partiel - Ne plus renouveler les mesures temporaires		0	0		0	0		0	0		0	0	0
187	Chômage intempéries - Etendre la période de référence à 4 mois		0	0		0	0		0	0		0	0	0
188	Chômage intempéries - Limiter la période d'éligibilité pour l'octroi du chômage intempéries	0	0	0	100	0	-100	100	0	-100	100	0	-100	0
189	Aide temporaire au réemploi - Il est proposé de réformer cette aide devant faire accepter un emploi moins bien rémunéré par un chômeur sans emploi	6 000	0	-6 000	12 000	6 000	-6 000	18 000	12 000	-6 000	30 000	18 000	-12 000	30 000
190	Abolition de l'aide à la création d'entreprise	0	0	0	200	200	0	350	350	0	350	350	0	350
191	Abolition de la préretraite solidarité	0	0	0	2 000	200	-1 800	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	2 000
192	Aide à l'embauche de chômeurs de longue durée - Ne rembourser que la part "employeur" des cotisations sociales et non pas les deux parts (employeur/salarié)	0	0	0	8 500	4 000	-4 500	8 500	8 500	0	8 500	8 500	0	8 500
193	Réduction du remboursement aux employeurs des rémunérations des travailleurs participant à des cours de langue luxembourgeois	200	200	0	300	300	0	300	300	0	300	300	0	300
194	Participation de l'Etat dans les frais de fonctionnement de services conventionnés - transfert au Fonds pour l'emploi	10	10	0	10	10	0	10	10	0	10	10	0	10
195	Supprimer au fur et à mesure la subvention des syndicats	150	100	-50	200	300	100	300	300	0	300	300	0	300
196	Supprimer le subside à la Chambre des salariés dans l'intérêt de l'organisation de cours de formation professionnelle et ouvrière	70	70	0	70	70	0	70	70	0	70	70	0	70
197	Remplacer certaines communications qui se font actuellement par lettre par un courrier électronique		0	0		0	0		0	0		0	0	0
198	Remplacer certaines communications qui se font actuellement par lettre recommandée aux demandeurs d'emploi par un courrier électronique		0	0		0	0		0	0		0	0	0
199	Réduction frais postaux et coûts enveloppes par nouveau type d'enveloppes permettant une impression centralisée		0	0		0	0		0	0		0	0	0
200	Limiter les frais par des contrôles plus fréquents de l'utilisation de voitures de service	2	2	0	2	2	0	2	2	0	2	2	0	2
201	Abolir les troncées de sécurité effectuées par une société de surveillance le soir et le weekend		0	0		0	0		0	0		0	0	0
202	Ne plus prendre en charge les nuitées et le petit-déjeuner si les participants aux cours de l'Ecole Supérieure du Travail désirent dormir sur le lieu de la Formation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
203	Limiter le remboursement aux employeurs des rémunérations des personnes qui participent à des cours de formation : délégués du personnel, délégués à la sécurité, délégués à l'égalité, travailleurs désignés, coordinateurs de sécurité	0	0	0	20	0	-20	20	0	-20	20	0	-20	0
204	Réduire les frais d'organisation des cours de formation	20	20	0	20	20	0	20	20	0	20	20	0	20
205	Réduire le nombre de cours de fin de semaine et réduire le nombre de matières enseignées	10	10	0	10	10	0	10	10	0	10	10	0	10
206	Limiter le nombre de projets de recherche au stricte minimum	20	20	0	30	30	0	50	40	-10	50	50	0	50
T18	Total 16/46 Ministère du Travail	6 582	432	-6 150	23 662	11 242	-12 420	29 932	23 802	-6 130	41 932	29 812	-12 120	41 812

(en milliers d'euros)

N°	17/18 Ministère de la Sécurité Sociale	2016			2017			2018			2019			2020
		Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
207	Incidence sur la contribution de l'Etat des mesures de réduction des dépenses (Gel de la valeur monétaire, application plus restrictive par la Cellule d'évaluation et d'orientation des critères d'octroi des prestations)	8 779	8 750	-29	12 671	13 303	632	15 686	17 858	2 172	15 686	18 995	3 309	20 211
T19	Total 17/18 Ministère de la Sécurité Sociale	8 779	8 750	-29	12 671	13 303	632	15 686	17 858	2 172	15 686	18 995	3 309	20 211

(en milliers d'euros)

19 Ministère de l'Agriculture		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
208	Economies à travers le regroupement d'articles budgétaires	118	118	0	126	126	0	134	134	0	133	133	0	132
209	Economies à travers le regroupement de subventions	187	72	-115	164	0	-164	131	0	-131	107	0	-107	0
210	Révision des conventions de conseils	184	184	0	204	164	-40	211	164	-47	180	164	-16	164
211	Suppression de jetons de présence	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
212	Révision du régime des aides d'Etat	1 504	1 504	0	1 504	1 504	0	1 519	1 519	0	1 519	1 519	0	1 519
213	Office national de remembrement	505	505	0	0	15	15	0	0	0	0	0	0	0
214	Révision des taxes pour analyses viticoles	35	0	-35	35	0	-35	35	0	-35	35	0	-35	0
215	Fonds de Solidarité Viticole - Révision du concept de promotion	315	140	-175	315	304	-11	315	329	14	315	329	14	329
216	Révision de différentes mesures et dépenses en faveur de l'agriculture	51	51	0	59	48	-11	49	47	-2	-19	78	97	136
217	Réorganisation des bureaux régionaux de l'ASTA	0		0	119	119	0	114	114	0	143	143	0	113
218	Réorganisation des équipes d'ouvrier de l'ASTA	135	135	0	210	210	0	344	344	0	299	299	0	255
219	Réorganisation de la promotion pour les produits agricoles	181	27	-154	317	72	-245	452	80	-372	451	79	-372	77
220	Réduction des frais de fonctionnement de l'ASTA	49	41	-8	49	121	72	98	90	-8	77	79	2	68
221	Suppression du service des constructions agricoles à l'ASTA	5	5	0	3	3	0	5	5	0	3	3	0	3
222	Réorganisation du garage et des ateliers de l'ASTA	4	4	0	19	19	0	19	19	0	19	19	0	19
223	Réforme des services de comptabilité agricole	914	914	0	1 191	1 191	0	1 191	1 191	0	1 191	1 191	0	1 191
224	Comptabilité agricole payante	120	0	-120	120	0	-120	120	0	-120	120	0	-120	0
225	Réorganisation du Service d'Economie Rurale et de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture	n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.	n.d.		n.d.
226	Réforme de l'indemnisation dans le cadre de la police sanitaire	25	25	0	80	80	0	80	80	0	80	80	0	80
227	Prestations vétérinaires payantes	133	18	-115	138	18	-120	143	18	-125	143	18	-125	18
228	Réforme de la facturation des prestations vétérinaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
T20	Total 19 Ministère de l'Agriculture	4 465	3 743	-722	4 653	3 994	-659	4 960	4 134	-826	4 796	4 134	-662	4 104

(en milliers d'euros)

N°	Mesures	2016			2017			2018			2019			2020
		Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
229	Achat de courant consommé par les installations d'éclairage	50	50	0	50	50	0	50	50	0	50	50	0	50
230	Bâtiments de l'Etat, frais de chauffage	200	200	0	200	200	0	200	200	0	200	200	0	200
231	Acquisition de mobiliers	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000
232	Publication des appels d'offres dans la presse écrite	0	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000
233	Optimisation des projets de construction	5 800	5 800	0	12 500	12 500	0	16 900	16 900	0	14 000	14 000	0	14 000
234	Barème de la maîtrise d'œuvre (Plafonnement des honoraires sur base d'un devis initial du coût de construction)	600	600	0	700	700	0	700	700	0	700	700	0	700
235	Adaptations contractuelles - révision des prix	1 100	1 100	0	1 500	1 500	0	1 600	1 600	0	1 600	1 600	0	1 600
236	Optimisation de la gestion immobilière	300	300	0	300	300	0	300	300	0	300	300	0	300
237	Investissements indirects	n.d.			n.d.			n.d.			n.d.			
238	Suppression des lignes RGTR à faible occupation	1 200	700	-500	1 200	1 450	250	1 200	1 450	250	1 200	1 450	250	1 450
239	Augmentation du contrôle des billets à cause d'un taux de fraude actuel entre 11,4% et 14% ce qui entraînera une augmentation des recettes	320	250	-70	320	250	-70	320	250	-70	320	250	-70	250
240	Suppression de certaines lignes scolaires non conformes au PDSL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
241	Alignement des vacances scolaires des différents établissements scolaires en vue d'une optimisation du transport scolaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
242	Suppression de la gratuité dans les transports publics	n.d.	0		n.d.	0		n.d.	0		n.d.	0		0
243	Convention RGTR avec les communes	n.d.	0		n.d.	0		n.d.	0		n.d.	0		0
244	Mise en place du transport complémentaire d'accessibilité pour personnes à besoins spécifiques CAPABS: réorganisation suite à la soumission de septembre 2014	5 000	1 500	-3 500	5 000	1 500	-3 500	5 000	1 500	-3 500	5 000	1 500	-3 500	1 500
T21	Total 20/21 MDDI	15 570	12 500	-3 070	22 770	20 450	-2 320	27 270	24 950	-2 320	24 370	22 050	-2 320	22 050

(en milliers d'euros)

22 MDDI - Environnement		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
245	Fonds pour la gestion de l'eau	500	500	0	800	800	0	12 083	12 083	0	11 683	11 683	0	11 214
246	Redevances à percevoir sur les analyses du laboratoire de l'Administration de la gestion de l'eau	1 234	0	-1 234	1 234	611	-623	1 234	611	-623	1 234	611	-623	611
247	Convention « Rombach-Martelange »	0	0	0	465	26	-439	465	365	-100	465	365	-100	365
248	Hausse des taxes de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées	2 454	1 600	-854	2 454	1 600	-854	2 454	2 454	0	2 454	2 454	0	2 000
249	Recettes de franchise de la SuperDrecksKesch	300	300	0	350	350	0	400	400	0	400	400	0	400
T22	Total 22 MDDI - Environnement	4 488	2 400	-2 088	5 303	3 387	-1 916	16 636	15 913	-723	16 236	15 513	-723	14 590

(en milliers d'euros)

23 MEGA		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 8/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 8/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 8/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 8/2016	Différence	Prévisions 6/2016
250	Evaluation interne des gestionnaires et des prestations	83	83	0	87	87	0	91	91	0	93	93	0	93
251	Evaluation externe des gestionnaires et des prestations	0	0	0	18	18	0	22	22	0	23	23	0	23
252	Introduire des ratios personnel/usagers pour les gestionnaires	0	0	0	83	83	0	87	87	0	89	89	0	89
253	Générer des recettes	64	60	-4	64	64	0	64	64	0	64	64	0	64
254	Eliminer les problèmes de logement des Foyers pour Femmes	0		0	0		0	0		0	0		0	
T23	Total 23 MEGA	147	143	-4	252	252	0	264	264	0	269	269	0	269

C) Incidence financière des mesures de restructuration budgétaires sur les recettes et les dépenses de la Sécurité Sociale

(en milliers d'euros)

Sécurité Sociale		2016			2017			2018			2019			2020
N°	Mesures	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2015	Prévisions 6/2016	Différence	Prévisions 6/2016
255	Mesures dans le domaine de l'assurance maladie-maternité: Gel des tarifs et des lettres-clés des professions de santé; Réduction de tarifs et de lettres-clés des laboratoires; Introduction d'un abattement pour orthopédistes et autres; Renégociation du complément belge; Progression réduite de façon volontariste de l'enveloppe budgétaire globale du secteur hospitalier; Mutualisation de certaines activités hospitalières; Modernisation de la CNS et révision des frais administratifs; Tarification à l'activité en milieu hospitalier en remplacement de la budgétisation.	40 500	30 457	-10 043	58 500	52 584	-5 916	67 500	63 429	-4 071	67 500	81 590	14 090	94 350
256	Mesures dans le domaine de l'assurance dépendance: Gel de la valeur monétaire; Application plus efficiente des critères d'octroi des prestations.	21 948	21 875	-73	31 678	33 258	1 580	39 215	44 645	5 430	39 215	47 489	8 274	50 527
257	Incidence sur la contribution de l'Etat des mesures de réduction des dépenses (Gel de la valeur monétaire, application plus restrictive par la Cellule d'évaluation et d'orientation des critères d'octroi des prestations)	-8 779	-8 750	29	-12 671	-13 303	-632	-15 686	-17 858	-2 172	-15 686	-18 995	-3 309	-20 211
258	Mesures dans le domaine de l'assurance accident: Alignement du montant de la rente d'attente; Adaptation du montant de l'indemnité pour préjudice physiologique et d'agrément; Abolition de l'indemnisation du dégât causé au véhicule automoteur.	4500	0	-4500	4500	0	-4500	4500	0	-4500	4500	0	-4500	0
124	Total Sécurité Sociale	58 169	43 582	-14 587	82 007	72 539	-9 468	95 529	90 216	-5 313	95 529	110 084	14 555	124 666